

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 4 OCTOBRE 2017**

FN/RT

**OBJET : N° 5.2.2 – TECHNIQUE - SEBA EXPLOITATION – MARCHES NECESSAIRES
EXPLOITATION REGIE SERVICE EAU POTABLE ASSAINISSEMENT : PRESTATIONS DE
SERVICES POUR REGIE**

L'an deux mille dix-sept, le quatre du mois d'octobre à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMNMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etait absent excusé :

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMNALI, Vice-Président du Syndicat

**OBJET : N° 5.2.2 – TECHNIQUE – SEBA EXPLOITATION –
MARCHES NECESSAIRES EXPLOITATION REGIE SERVICE EAU POTABLE ET
ASSAINISSEMENT : PRESTATIONS DE SERVICES POUR REGIE**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le comité syndical du SEBA du 4 juillet 2016 a décidé que, à l'échéance des contrats de délégation des services publics d'eau potable et d'assainissement collectif au 31 décembre 2017, l'exploitation de ses services serait assurée directement par la collectivité dans le cadre d'une régie d'exploitation.

Aussi, afin de pouvoir mener à bien ces missions, deux accords-cadres à bons de commande de prestations de service sont à mettre en œuvre d'ici le 1^{er} janvier 2018, en complément des marchés présentés lors du précédent bureau syndical, en tant qu'entité organisatrice.

1/ Prestation pluriannuelle pour l'analyse des échantillons d'eau potable et d'eaux usées

Ce marché prévoit la réalisation d'analyses physiques, chimiques et bactériologiques dans le cadre des missions courantes d'exploitation qui seront réalisées par la régie.

Seule l'autosurveillance des rejets de station d'épuration revêt un caractère obligatoire pour le syndicat, l'autosurveillance liée à l'eau potable étant organisée par l'Agence Régionale de Santé.

L'analyse des micropolluants sur les stations d'épuration de plus de 10 000 équivalents-habitants (Ruoms et Saint-Privat) sera réalisée dans ce cadre, au cours de l'année 2018.

Toutefois, l'ajout à ce marché de missions liées à l'autocontrôle pour l'eau potable et l'assainissement permettra la réalisation ponctuelle d'analyses, en fonction des besoins du service (suivi ponctuel, confirmation d'analyse, etc.).

Ce marché est proposé pour une durée de 4 ans (2 ans, renouvelable deux fois une année).

2/ Service d'intervention d'urgence pour des missions de réparation de matériel électrotechnique

Compte tenu de la typologie des équipements présents sur le territoire du SEBA, de la structuration du service ainsi que des fréquences d'intervention envisagées, la mise en place d'un service interne d'astreinte pour les électrotechniciens de la régie ne semble pas être pertinente dès le 1^{er} janvier 2018.

Aussi, ce marché doit permettre la réalisation, par des entreprises spécialisées, de prestations pour des interventions d'urgence, sur les périodes d'astreinte, pour des missions de réparation de matériel électrotechnique.

Il est proposé de réaliser ce marché sur une durée de 2 ans (1 an + 1 an renouvelable), afin de pouvoir modifier, le cas échéant, les modalités d'organisation liées à ce marché spécifique de prestations.

PROCEDURE DE PASSATION DE CES MARCHES :

Les différentes procédures de passation de ces marchés sont proposées dans le tableau suivant, au regard de leurs coûts prévisionnels respectifs et conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et aux dispositions de la délibération du Comité Syndical en date du 3 juillet 2017.

ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

N°	Intitulé	montant HT maximum		Type de procédure	Type et forme du contrat proposé	Type de publication proposé	Observations	Délib. BS
1	Prestation pluriannuelle pour l'analyse des échantillons d'eau potable et d'eaux usées	45 000 € la première année, 25 000 € les années suivantes	120 000 €	Procédure adaptée	Accord-cadre pluriannuel à bon de commande	JAL	3 à 4 laboratoires agréés par l'Agence de l'Eau susceptibles de répondre	oct-17
2	Service d'intervention d'urgence pour des missions de réparation de matériel électrotechnique	20 000 €	80 000 €	Procédure adaptée	Accord-cadre pluriannuel à bon de commande	JAL	Prestataires situés à proximité des antennes présentes sur le territoire du SEBA	oct-17

CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES :

Envoyé en préfecture le 10/10/2017
Reçu en préfecture le 10/10/2017
Affiché le 
ID : 007-250700267-20171004-2017BS100052-DE

Pour chacun de ces marchés, les critères de jugement suivants sont proposés :

	Tous lots
Prix	40%
Valeur technique, appréciée notamment au regard de l'expérience et du candidat et de ses délais d'intervention et/ou de réalisation	60%

PLANNING :

Les différentes procédures décrites ci-dessus se tiendront entre octobre et novembre 2017, avec pour objectif de notifier les marchés en décembre 2017, pour un démarrage au plus tard le 2 janvier 2018.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- ADOPTER ces propositions,
- ENGAGER les programmes, dans la limite de leurs économies respectives conformément aux montants indiqués dans le tableau ci-dessus, en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 3 juillet 2017,
- DECIDER du mode de dévolution en accords-cadres selon une procédure adaptée
- FIXER, pour l'ensemble des marchés et des lots, les critères suivants :
 - prix : pondération 40 %,
 - valeur technique de l'offre : pondération 60 %,
- DONNER délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL